

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MARS 1920.

PROPOSITION DE LOI SUR LA JOURNÉE DE HUIT HEURES DANS LES MINES

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi que nous avons l'honneur de déposer, ne doit pas nécessiter d'importants développements.

D'abord, depuis dix ans qu'on a limité la journée de travail dans les mines de Belgique, la législation dans ce domaine a fait d'énormes progrès.

Les événements que le monde vient de vivre pendant presque cinq années, ont déterminé, dans les classes ouvrières de tous les pays, un courant irrésistible pour que la journée de travail soit limitée à huit heures sur vingt-quatre dans tous les métiers.

Ce mouvement intense fut officiellement enregistré chez les divers gouvernements de l'Entente, par l'institution d'une section de législation internationale du travail dans la Société des Nations.

Celle-ci a élaboré une espèce de charte qui a pour but de mettre sur pied ce formidable organisme qui doit apporter aux travailleurs de l'univers, la puissance administrative à laquelle ils ont droit dans la législation du travail.

Dans tous les textes mis en avant dans les travaux préparatoires, si, pour les industries diverses, on paraît encore apercevoir une transition plus ou moins courte, pour l'industrie des mines, tout précise que la journée de huit heures doit être instituée de suite.

Actuellement, en Belgique, le réveil de la classe ouvrière toute entière, après ses quatre années et demie d'occupation et de compression, a déterminé un tel mouvement dans le pays que tout un monde nouveau dans le domaine de la limitation du travail s'organise pour aboutir aux huit heures.

Depuis le 1^{er} janvier de cette année, nous constatons que dans les pays de grande production — l'Amérique, l'Angleterre et l'Allemagne — la diminution de la journée de travail est descendue au-dessous de huit heures; on parle même de sept heures et moins. Ce qui prouve que les mineurs belges, en ce moment, sont modérés et raisonnables dans leurs revendications.

Dans les trois congrès extraordinaires tenus en 1919 par les mineurs (le dernier a réuni 213 délégués parlant au nom de 123,500 syndiqués), ceux-ci ont affirmé unanimement leur volonté d'obtenir la journée de huit heures pour tous les ouvriers attachés à la mine. Ce mouvement doit nécessairement retenir l'attention des pouvoirs publics autant que des patrons charbonniers.

Dans l'intérêt du pays, la confiance et les espoirs des mineurs ne peuvent pas être déçus, sans courir le risque de ne pas profiter, *pour la reconstruction industrielle complète*, de l'avantage que le travail des mineurs a procuré au pays, autant que pour défendre, maintenir et relever même la valeur du change avec, comme compensation, l'entrée certaine des denrées alimentaires, pour essayer de diminuer le coût exorbitant de la vie en général pour la population.

C'est dans cet esprit que nous demandons à la Chambre, sortie du S. U., de voter d'urgence la journée de huit heures dans les mines de Belgique. Elle aura ainsi donné aux ouvriers mineurs une preuve de sa bonne volonté et de dévouement aux intérêts du pays.

ALF. LOMBARD.

**Proposition de loi sur la journée
de huit heures dans les mines.**

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'employer au travail au delà du temps fixé par la présente loi, les ouvriers occupés aux travaux des mines. La durée de la journée normale pourra toutefois être prolongée d'une demi-heure au plus, par arrêté royal, selon les nécessités impérieuses du service pour les ouvriers préposés à la surveillance ou aux machines, accrocheurs aux puits, ainsi que pour les conducteurs de chevaux et leurs aides.

ART. 2.

La durée de la journée normale ne peut excéder huit heures sur vingt-quatre heures.

Pour le personnel du fond, cette durée est comprise pour chaque équipe entre l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant et l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant.

La descente de l'équipe ne peut être prolongée au delà du temps raisonnablement nécessaire et le temps total de la montée de l'équipe ne peut excéder de plus de quinze minutes le total de la descente.

La remonte devra se faire par les mêmes moyens que la descente.

Lorsque les travaux souterrains sont accessibles par galerie, la durée de la

**Wetsvoorstel tot bepaling
van den achturedag in de mijnen.**

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden, de werklieden, die mijnarbeid verrichten, langer te doen arbeiden dan gedurende den bij deze wet bepaalden tijd. De duur van den gewonen arbeidsdag kan evenwel, bij koninklijk besluit, naar mate van de dringende behoeften van den dienst, ten hoogste een half uur worden verlengd voor de werklieden belast met het toezicht of aangesteld bij de machines, voor de aanhakers in de schachten, alsmede voor de paardenvoerders en hunne helpers.

ART. 2.

De duur van den gewonen arbeidsdag mag niet acht uren overschrijden per etmaal.

Voor het ondergrondse personeel wordt die duur, voor elke ploeg, gerekend vanaf het oogenblik, waarop de eerste neergelaten werklieden in de schacht treden, tot dit waarop de laatste opgehaalde werklieden bovenkomen.

Het neerlaten der ploeg mag niet langer duren dan de redelijkerwijze noodige tijd en de tijd besteed aan het ophalen der ploeg mag, in 't geheel, niet met meer dan vijftien minuten den geheelen tijd, vereischt voor de neerlating, overschrijden.

De ophaling moet met dezelfde werktuigen geschieden als de neerlating.

Wanneer de ondergrondse werken toegankelijk zijn door eene galerij,

journée est comptée depuis l'entrée des ouvriers dans la galerie d'accès jusqu'à leur retour au même point.

Pour le personnel de la surface (à l'exception des catégories où le travail est continu, pour qui la journée ne pourra dépasser huit heures, comme les machinistes et chauffeurs, par exemple), le temps de présence ne pourra excéder neuf heures, y compris au moins une heure consacrée aux deux repas; un bureau de contrôle d'arrivée et sortie pourra être établi à chacun des puits ou chantiers.

ART. 3.

La durée de la journée normale doit être réduite, par arrêté royal, en ce qui concerne les ouvriers occupés dans les travaux rendus particulièrement insalubres, notamment par une chaleur ou une humidité excessive. Cette application sera de règle quand la température dépassera 24 degrés.

ART. 4.

L'interdiction édictée par l'article premier ne s'applique pas aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise.

Chaque fois que la durée de la journée est prolongée pour l'une des raisons visées dans l'alinéa précédent, le chef d'entreprise ou son préposé est obligé d'en avertir dans les trois jours l'ingénieur des mines et l'inspecteur ouvrier du ressort; de plus, il en fera mention dans un registre spécial, avec l'indication de la durée du travail supplémen-

wordt de duur van den arbeidsdag gerekend van het oogenblik, waarop de arbeiders in de toegangsgalerij treden, totdat zij op dezelfde plaats terugkomen.

Voor het bovengrondsche personeel (behalve voor de groepen waar ononderbroken wordt gearbeid en voor welke de arbeidsdag acht uren niet mag overschrijden, als daar zijn machinisten en stokers) mag de aanwezigheidsduur niet meer dan negen uren bedragen, daarin begrepen ten minste één uur voor de maaltijden; een bureel van contrôle voor de aankomst en het vertrek kan worden ingericht voor elke schacht of elke werkplaats.

ART. 3.

De duur van den gewonen arbeidsdag moet bij koninklijk besluit worden verkort ten aanzien van de werkers arbeidende aan werken die bijzonder ongezond zijn, met name door bovenmatige hitte of vochtigheid. Dit geldt als regel, wanneer de warmtegraad boven 24 is.

ART. 4.

Het verbod, vervat in artikel 1, is niet van toepassing op de spoedeisende werken, opgelegd door een geval van overmacht of van noodzakelijkheid gaande buiten de gewone vooruitzichten der onderneming.

Telkens wanneer wegens eene der oorzaken, bedoeld in het vorig lid, de duur van den arbeidsdag wordt verlengd, is het hoofd der onderneming of zijn aangestelde verplicht daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan den mijn ingenieur en aan den opziener-werkman van het gebied; bovendien maakt hij melding daarvan in een daar-

taire, du nombre des ouvriers occupés à celui-ci et des motifs ayant entraîné cette mesure.

ART. 5.

En cas de chômage résultant de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles, le Gouverneur pourra, sur les rapports concordants de l'ingénieur et de l'inspecteur-ouvrier des mines, après consultation des organisations ouvrières, autoriser la prolongation de la journée normale à chaque siège d'exploitation pour un mois au plus, pendant le cours d'une année.

ART. 6.

Le règlement d'atelier mentionnera, pour chaque équipe, les heures du commencement et de la fin de la montée.

L'horaire sera approuvé préalablement par l'administration des mines, après consultation des organisations de mineurs de la région intéressée.

ART. 7.

Les ingénieurs et les inspecteurs-ouvriers des mines sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise aux contrevenants, patrons et ouvriers, à peine de nullité.

toe bestemd register, met aanteekening van den duur van den bijkomenden arbeid en het aantal der daaraan arbeidende werklieden, alsmede van de oorzaken welke dien maatregel oplegden.

ART. 5.

In geval van werkloosheid, voortvloeiende uit overmacht, of in buitengewone omstandigheden mag de Gouverneur, op overeenstemmende verslagen van den ingenieur en van den opziener-werkman der mijnen, na raadpleging der werkmansinrichtingen, machtiging geven tot verlenging van den gewonen arbeidsdag, bij elken zetel van ontginning, voor ten hoogste ééne maand gedurende den loop van één jaar.

ART. 6.

Het werkplaatsreglement vermeldt, voor elke ploeg, de uren waarop de ophaling begint en eindigt.

De uurregeling wordt vooraf goedgekeurd door het bestuur der mijnen, na de raadpleging der mijnwerkersinrichtingen van de betrokken streek.

ART. 7.

De ingenieurs en de opzieners-werklieden der mijnen zijn belast met de zorg voor de naleving van deze wet. Zij stellen de overtredingen vast door middel van processen-verbaal die gelden zoolang het tegenbewijs niet is ingebracht.

Op straffe van nietigheid wordt, binnen acht en veertig uren, een afschrift van het proces-verbaal aan de overtreders, patroons en werklieden, afgegeven.

ART. 8.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de l'article 4, second alinéa et de l'article 6 seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis :

1° D'une amende de 26 à 100 francs si le nombre des ouvriers employés en contravention à la loi ou aux arrêtés ne dépasse pas cinq.

2° D'une amende de 101 à 1,000 francs si le nombre de ces personnes est supérieur à cinq sans dépasser vingt-cinq.

3° D'une amende de 1,001 à 5,000 francs s'il y en a davantage.

L'amende sera applicable pour chaque jour d'infraction.

ART. 9.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

ART. 10.

En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue

ART. 8.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die de overige voorschriften van artikel 4, tweede lid, en van artikel 6 overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die de overige voorschriften van deze wet en van de besluiten betreffende hare uitvoering overtreden, worden gestraft :

1° Met eene boete van 26 tot 100 frank, indien het getal werkers, in strijd met de wet of met de besluiten arbeidende, vijf niet overschrijdt;

2° Met eene boete van 101 tot 1,000 frank, indien het getal dier personen boven vijf gaat zonder vijf en twintig te overschrijden;

3° Met eene boete van 1,001 tot 5,000 frank, indien er meer zijn.

De boete wordt toegepast voor elken dag overtreding.

ART. 9.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die het toezicht, uit krachte van deze wet ingericht, hebben belemmerd, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank, onverminderd, indien daarvoor gronden aanwezig zijn, de toepassing van de straffen bepaald in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

ART. 10.

In geval van herhaling binnen vijf jaren volgende op eene veroordeeling,

en vertu des articles précédents, les peines pourront être portées au double. uit kracht van de voorgaande artikelen uitgesproken, kunnen de straffen op het dubbele worden gebracht.

ART. 11.

Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs, les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

ART. 12.

Le chapitre VII et l'article 85 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 13.

L'action publique résultant d'une infraction à la présente loi se prescrit par un an à partir du jour où l'infraction a été commise.

ART. 14.

Les tribunaux de police connaissent, même en cas de récidive, les infractions à l'article 11 de la présente loi.

ART. 15.

La présente loi entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1920.

Tous les trois ans, le Gouvernement

ART. 11.

Met eene boete van 1 frank tot 25 frank worden gestraft de vader, de moeder of de voogd die hun minderjarig kind of pleegkind doen of laten werken in strijd met de voorschriften van deze wet.

In geval van herhaling binnen twaalf maanden te rekenen van de vorige veroordeeling, kan de boete op het dubbele worden gebracht.

ART. 12.

Hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet.

ART. 13.

De openbare rechtsvordering, voortvloeiende uit eene overtreding van deze wet, verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den dag waarop de overtreding werd begaan.

ART. 14.

De rechtbanken van politie nemen, zelfs in geval van herhaling, kennis van de overtreding van artikel 11 dezer wet.

ART. 15.

Deze wet treedt in werking op 1 Juli 1920.

Om de drie jaren doet de Regeering

fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

Toutefois, le premier rapport sera présenté dans le courant de la deuxième année d'application de la loi.

aan de Kamers verslag over de uitvoering en over de werking der wet.

Echter wordt het eerste verslag uitgebracht in den loop van het tweede jaar van de toepassing der wet.

ALF. LOMBARD.

JOS. BOLOGNE.

A. BRENEZ.

J. DEJARDIN.

ED. FALONY.

JULES MANSART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MAART 1920.

WETSVOORSTEL TOT BEPALING VAN DEN ACHTURENDAG IN DE MIJNEN.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben voor te leggen, dient niet breedvoerig te worden uiteengezet.

Sedert tien jaar dat men den arbeidsduur in de Belgische mijnen verminderd heeft, is op dit gebied de wetgeving aanzienlijk vooruit gegaan.

De gebeurtenissen, die de wereld gedurende bijna vijf jaar beleefde, hebben in den arbeidersstand over de gansche wereld een onwederstaanbare strooming doen ontstaan om in alle bedrijven den arbeidsdag te verkorten tot acht uur per etmaal.

Deze sterke strooming werd officieel erkend door de verschillende regeeringen der Entente, toen zij eene afdeling voor internationale arbeidswetgeving in den Volkenbond tot stand brachten.

Deze bond heeft eene soort keure opgemaakt, die ten doel heeft, dit reusachtig werk tot stand te brengen, waardoor de arbeiders der gansche wereld de bestuurskracht moeten bekomen, waarop zij in de arbeidswetgeving aanspraak hebben.

Wanneer men voor de verscheidene nijverheidstakken, in de teksten voorgesteld bij de voorbereidende handelingen, nog een min of meer korten overgang meent te bespeuren, wijst er evenwel alles op, dat, wat de mijnnijverheid betreft, de achturedag onmiddellijk moet ingevoerd worden.

Op dit oogenblik heeft, in België, de ontwaking van de geheele arbeidersklasse, na 4 1/2 jaar bezetting en verdrukking, eene zoo geweldige beweging doen ontstaan, dat, op het gebied van de arbeidsverkortung, een geheel nieuwe wereld aan het ontstaan is om te komen tot den achturedag.

Sedert 1 Januari van dit jaar stellen wij vast dat in de landen met groote voortbrenging — Amerika, Engeland en Duitschland —, de verkorting van den arbeidsdag gedaald is onder acht uur; men spreekt zelfs van zeven uur en minder. Daaruit blijkt dat, op dit oogenblik, de eischen der Belgische mijnwerkers gematigd en redelijk zijn.

Op de drie buitengewone congressen in 1919 door de mijnwerkers gehouden (op het laatste waren aanwezig 213 afgevaardigden, sprekende in naam van 123,500 gesyndikeerden), hebben dezen eenparig hun wil doen blijken om den achturedag te bekomen voor al de werklieden arbeidende in de mijnen. Deze beweging moet noodzakelijkerwijze de aandacht van de openbare besturen, evenals van de mijneigenaars opwekken.

In het belang van het land mag men de mijnwerkers in hun vertrouwen en hunne hoop niet teleurstellen zonder gevaar te loopen geen nut te kunnen trekken, *voor de volledige herstelling van onze nijverheid*, uit het voordeel, dat de arbeid der mijnwerkers aan het land heeft verschaft, zoowel als voor de bevordering, de instandhouding en de verbetering van onzen wissel met, als vergelding, den zekeren invoer van eetwaren, ten einde de overdreven levensduurte in 't algemeen te verminderen.

Met dat doel verzoeken wij de door het algemeen kiesrecht verkozen Kamer, den achturedag voor de Belgische mijnen zonder verwijl aan te nemen. Aldus zal zij aan de mijnwerkers een bewijs leveren van haren goeden wil en van verknochtheid aan 's Lands belangen.

ALPH. LOMBARD.

**Proposition de loi sur la journée
de huit heures dans les mines.**

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit d'employer au travail au delà du temps fixé par la présente loi, les ouvriers occupés aux travaux des mines. La durée de la journée normale pourra toutefois être prolongée d'une demi-heure au plus, par arrêté Royal, selon les nécessités impérieuses du service pour les ouvriers préposés à la surveillance ou aux machines, accrocheurs aux puits, ainsi que pour les conducteurs de chevaux et leurs aides.

ART. 2.

La durée de la journée normale ne peut excéder huit heures sur vingt-quatre heures.

Pour le personnel du fond, cette durée est comprise pour chaque équipe entre l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant et l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant.

La descente de l'équipe ne peut être prolongée au delà du temps raisonnablement nécessaire et le temps total de la montée de l'équipe ne peut excéder de plus de quinze minutes le total de la descente.

La remonte devra se faire par les mêmes moyens que la descente.

Lorsque les travaux souterrains sont accessibles par galerie, la durée de la

**Wetsvoorstel tot bepaling
van den achturendag in de mijnen.**

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden, de werklieden, die mijnarbeid verrichten, langer te doen arbeiden dan gedurende den bij deze wet bepaalden tijd. De duur van den gewonen arbeidsdag kan evenwel, bij koninklijk besluit, naar mate van de dringende behoeften van den dienst, ten hoogste een half uur worden verlengd voor de werklieden belast met het toezicht of aangesteld bij de machines, voor de aanbakers in de schachten, alsmede voor de paardenvoerders en hunne helpers.

ART. 2.

De duur van den gewonen arbeidsdag mag niet acht uren overschrijden per etmaal.

Voor het ondergrondsche personeel wordt die duur, voor elke ploeg, gerekend vanaf het oogenblik, waarop de eerste neergelaten werklieden in de schacht treden, tot dit waarop de laatste opgehaalde werklieden bovenkomen.

Het neerlaten der ploeg mag niet langer duren dan de redelijkerwijze noodige tijd en de tijd besteed aan het ophalen der ploeg mag, in 't geheel, niet met meer dan vijftien minuten den geheelen tijd, vereischt voor de neerlating, overschrijden.

De ophaling moet met dezelfde werktuigen geschieden als de neerlating.

Wanneer de ondergrondsche werken toegankelijk zijn door eene galerij,

journée est comptée depuis l'entrée des ouvriers dans la galerie d'accès jusqu'à leur retour au même point.

Pour le personnel de la surface (à l'exception des catégories où le travail est continu, pour qui la journée ne pourra dépasser huit heures, comme les machinistes et chauffeurs, par exemple), le temps de présence ne pourra excéder neuf heures, y compris au moins une heure consacrée aux deux repas; un bureau de contrôle d'arrivée et sortie pourra être établi à chacun des puits ou chantiers.

ART. 3.

La durée de la journée normale doit être réduite, par arrêté royal, en ce qui concerne les ouvriers occupés dans les travaux rendus particulièrement insalubres, notamment par une chaleur ou une humidité excessive. Cette application sera de règle quand la température dépassera 24 degrés.

ART. 4.

L'interdiction édictée par l'article premier ne s'applique pas aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise.

Chaque fois que la durée de la journée est prolongée pour l'une des raisons visées dans l'alinéa précédent, le chef d'entreprise ou son préposé est obligé d'en avertir dans les trois jours l'ingénieur des mines et l'inspecteur ouvrier du ressort; de plus, il en fera mention dans un registre spécial, avec l'indication de la durée du travail supplémen-

wordt de duur van den arbeidsdag gerekend van het oogenblik, waarop de arbeiders in de toegangsgalerij treden, totdat zij op dezelfde plaats terugkomen.

Voor het bovengrondse personeel (behalve voor de groepen waar ononderbroken wordt gearbeid en voor welke de arbeidsdag acht uren niet mag overschrijden, als daar zijn machinisten en stokers) mag de aanwezigheidsduur niet meer dan negen uren bedragen, daarin begrepen ten minste één uur voor de maaltijden; een bureel van contrôle voor de aankomst en het vertrek kan worden ingericht voor elke schacht of elke werkplaats.

ART. 3.

De duur van den gewonen arbeidsdag moet bij koninklijk besluit worden verkort ten aanzien van de werkers arbeidende aan werken die bijzonder ongezond zijn, met name door bovenmatige hitte of vochtigheid. Dit geldt als regel, wanneer de warmtegraad boven 24 is.

ART. 4.

Het verbod, vervat in artikel 1, is niet van toepassing op de spoedeisende werken, opgelegd door een geval van overmacht of van noodzakelijkheid gaande buiten de gewone vooruitzichten der onderneming.

Telkens wanneer wegens eene der oorzaken, bedoeld in het vorig lid, de duur van den arbeidsdag wordt verlengd, is het hoofd der onderneming of zijn aangestelde verplicht daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan den mijningenieur en aan den opziener-werkman van het gebied; bovendien maakt hij melding daarvan in een daar-

taire, du nombre des ouvriers occupés à celui-ci et des motifs ayant entraîné cette mesure.

ART. 5.

En cas de chômage résultant de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles, le Gouverneur pourra, sur les rapports concordants de l'ingénieur et de l'inspecteur-ouvrier des mines, après consultation des organisations ouvrières, autoriser la prolongation de la journée normale à chaque siège d'exploitation pour un mois au plus, pendant le cours d'une année.

ART. 6.

Le règlement d'atelier mentionnera, pour chaque équipe, les heures du commencement et de la fin de la montée.

L'horaire sera approuvé préalablement par l'administration des mines, après consultation des organisations de mineurs de la région intéressée.

ART. 7.

Les ingénieurs et les inspecteurs-ouvriers des mines sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quaranté-huit heures, remise aux contrevenants, patrons et ouvriers, à peine de nullité.

toe bestemd register, met aanteekening van den duur van den bijkomenden arbeid en het aantal der daaraan arbeidende werklieden, alsmede van de oorzaken welke dien maatregel oplegden.

ART. 5.

In geval van werkloosheid, voortspruitende uit overmacht, of in buitengewone omstandigheden mag de Gouverneur, op overeenstemmende verslagen van den ingenieur en van den opziener-werkman der mijnen, na raadpleging der werkmansinrichtingen, machtiging geven tot verlenging van den gewonen arbeidsdag, bij elken zetel van ontginning, voor ten hoogste ééne maand gedurende den loop van één jaar.

ART. 6.

Het werkplaatsreglement vermeldt, voor elke ploeg, de uren waarop de ophaling begint en eindigt.

De uurregeling wordt vooraf goedgekeurd door het bestuur der mijnen, na de raadpleging der mijnwerkersinrichtingen van de betrokken streek.

ART. 7.

De ingenieurs en de opzieners-werklieden der mijnen zijn belast met de zorg voor de naleving van deze wet. Zij stellen de overtredingen vast door middel van processen-verbaal die gelden zoolang het tegenbewijs niet is ingebracht.

Op straffe van nietigheid wordt, binnen acht en veertig uren, een afschrift van het proces-verbaal aan de overtreders, patroons en werklieden, afgegeven.

ART. 8.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de l'article 4, second alinéa et de l'article 6 seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront contrevenu aux autres prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis :

1° D'une amende de 26 à 100 francs si le nombre des ouvriers employés en contravention à la loi ou aux arrêtés ne dépasse pas cinq.

2° D'une amende de 101 à 1,000 francs si le nombre de ces personnes est supérieur à cinq sans dépasser vingt-cinq.

3° D'une amende de 1,001 à 5,000 francs s'il y en a davantage.

L'amende sera applicable pour chaque jour d'infraction.

ART. 9.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

ART. 10.

En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue

ART. 8.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die de overige voorschriften van artikel 4, tweede lid, en van artikel 6 overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die de overige voorschriften van deze wet en van de besluiten betreffende hare uitvoering overtreden, worden gestraft :

1° Met eene boete van 26 tot 100 frank, indien het getal werkers, in strijd met de wet of met de besluiten arbeidende, vijf niet overschrijdt;

2° Met eene boete van 101 tot 1,000 frank, indien het getal dier personen boven vijf gaat zonder vijf en twintig te overschrijden;

3° Met eene boete van 1,001 tot 5,000 frank, indien er meer zijn.

De boete wordt toegepast voor elken dag overtreding.

ART. 9.

De hoofden van onderneming of hunne aangestelden, die het toezicht, uit krachte van deze wet ingericht, hebben belemmerd, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank, onverminderd, indien daarvoor gronden aanwezig zijn, de toepassing van de straffen bepaald in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

ART. 10.

In geval van herhaling binnen vijf jaren volgende op eene veroordeeling,

en vertu des articles précédents, les peines pourront être portées au double.

ART. 11.

Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs, les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

ART. 12.

Le chapitre VII et l'article 85 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 13.

L'action publique résultant d'une infraction à la présente loi se prescrit par un an à partir du jour où l'infraction a été commise.

ART. 14.

Les tribunaux de police connaissent, même en cas de récidive, les infractions à l'article 11 de la présente loi.

ART. 15.

La présente loi entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1920.

Tous les trois ans, le Gouvernement

uit kracht van de voorgaande artikelen uitgesproken, kunnen de straffen op het dubbele worden gebracht.

ART. 11.

Met eene boete van 1 frank tot 25 frank worden gestraft de vader, de moeder of de voogd die hun minderjarig kind of pleegkind doen of laten werken in strijd met de voorschriften van deze wet.

In geval van herhaling binnen twaalf maanden te rekenen van de vorige veroordeeling, kan de boete op het dubbele worden gebracht.

ART. 12.

Hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet.

ART. 13.

De openbare rechtsvordering, voortvloeiende uit eene overtreding van deze wet, verjaart door verloop van één jaar te rekenen van den dag waarop de overtreding werd begaan.

ART. 14.

De rechtbanken van politie nemen, zelfs in geval van herhaling, kennis van de overtreding van artikel 11 dezer wet.

ART. 15.

Deze wet treedt in werking op 1 Juli 1920.

Om de drie jaren doet de Regeering

fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

Toutefois, le premier rapport sera présenté dans le courant de la deuxième année d'application de la loi.

aan de Kamers verslag over de uitvoering en over de werking der wet.

Echter wordt het eerste verslag uitgebracht in den loop van het tweede jaar van de toepassing der wet.

ALF. LOMBARD.

JOS. BOLOGNE.

A. BRENEZ.

J. DEJARDIN.

ED. FALONY.

JULES MANSART.

